

N°376  
SEPTEMBRE  
2021

# BULLETIN MENSUEL

L'AGENCE FRANCE TRÉSOR A POUR MISSION DE GÉRER LA DETTE ET LA TRÉSORERIE DE L'ÉTAT AU MIEUX DES INTÉRÊTS DU CONTRIBUABLE ET DANS LES MEILLEURES CONDITIONS DE SÉCURITÉ

Actualité de l'Agence  
France Trésor

page 1

Actualité  
économique

page 2

Données générales  
sur la dette

page 3

Marché  
secondaire

page 5

Dettes négociables  
de l'État

page 6

Économie française et  
comparaisons internationales

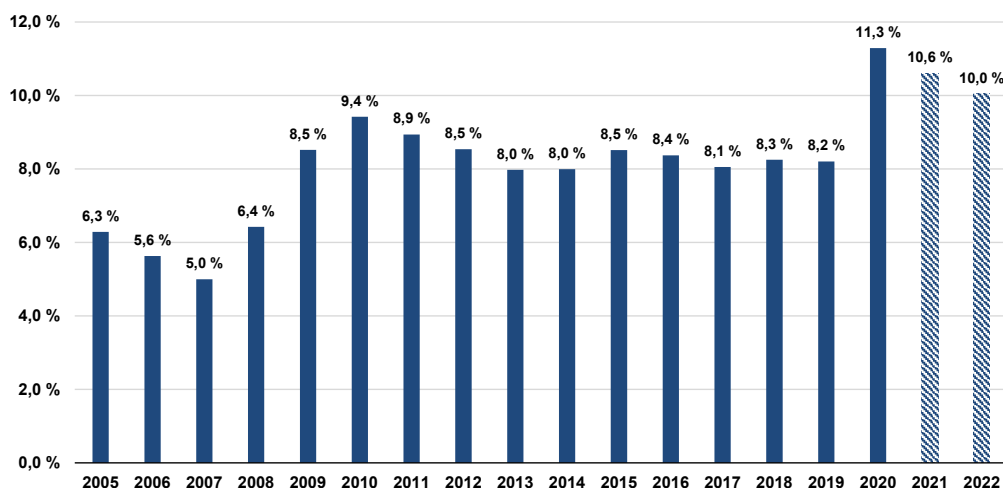
page 8

Actualité de l'Agence  
France Trésor

## PLF 2022 : L'AFT ÉMETTRA 260 MILLIARDS D'EUROS DE TITRES À MOYEN ET LONG TERME

La France émettra 260 milliards d'euros de titres de dette à moyen et long terme nets des rachats en 2022, un montant identique à celui des deux dernières années tandis que la taille du programme de financement de l'État en pourcentage du PIB poursuivra en 2022 sa tendance baissière après avoir atteint un niveau de 11,3 % en 2020, sous l'effet de la pandémie.

### Programme de financement à moyen long terme en % du PIB



En 2022, le besoin de financement de l'État s'inscrit à 292,7 milliards d'euros en baisse de près de 21 milliards d'euros par rapport au besoin de financement prévisionnel pour 2021 sous l'effet d'un déficit budgétaire 2022 en forte baisse à 143,4 milliards d'euros. Les amortissements de dette d'État s'établiront à 149,8 milliards d'euros, en hausse de 31,5 milliards d'euros par rapport au montant indiqué en 2021, et 3,1 milliards d'euros de la dette de SNCF Réseau seront amortis sur les 35 milliards d'euros que l'État s'est engagé à reprendre.

Alors que l'AFT a réalisé 85 % de son programme de financement depuis le début de l'année, la France a continué de bénéficier en 2021, dans un contexte économique toujours impacté par la crise sanitaire, de conditions de financement très favorables. Le taux moyen pondéré sur les émissions de dette à moyen et long terme ressort ainsi à -0,06 % sur les trois premiers trimestres de l'année 2021, à comparer à un taux historiquement bas de -0,13 % en 2020, un taux de 0,11 % en 2019 et une moyenne de 1,52 % sur la période 2009-2018.

Dans ce contexte, le scénario de charge de la dette pour le projet de loi de finances 2022 fait l'hypothèse d'une stabilité des taux courts et d'une légère remontée des taux d'intérêt de long terme. Les taux à 3 mois et à 10 ans s'établiraient à -0,50 % et 0,75 %, respectivement, à la fin de l'année 2022. Sous ces hypothèses, la charge budgétaire de la dette s'élèverait à 38,4 milliards d'euros en 2022, dont 0,8 milliard d'euros de charges d'intérêt sur la dette reprise de SNCF Réseau. Mesurée en comptabilité générale de l'État et en comptabilité maastrichtienne, la charge de la dette s'élèverait à 28,7 milliards d'euros en 2021 et 24,8 milliards d'euros en 2022<sup>1</sup>.

Ces nouvelles prévisions s'inscrivent en hausse par rapport à celles d'il y a un an, sous l'effet principalement d'une inflation plus élevée que dans les hypothèses du PLF 2021.

<sup>1</sup>Pour rappel, les comptabilités budgétaire et maastrichtienne divergent quant à la prise en compte du prix de vente des titres obligataires, ce qui aboutit à des résultats différents en matière de charge de la dette. En comptabilité budgétaire, fondée sur un principe de caisse, la charge de la dette est la somme du paiement annuel des coupons tandis qu'en comptabilité maastrichtienne, fondée sur une logique de droits constatés, la charge de la dette est la charge budgétaire corrigée d'éléments comptables notamment l'étalement des primes et décotes. Les références calendaires pour les provisions d'indexation des titres indexés sur l'inflation diffèrent aussi entre les deux comptabilités.

**La BCE réduira légèrement ses achats d'obligations au cours du quatrième trimestre par rapport au trimestre en cours. Toutefois, ce recalibrage ne doit pas faire oublier que la BCE devrait décider en décembre de prolonger au-delà de mars 2022 son programme d'achats d'obligations dans le cadre du PEPP (programme d'achats d'urgence face à la pandémie). Le ralentissement important de la croissance au quatrième trimestre, de plus en plus probable, fournit un argument de poids aux nombreuses « colombes » au sein du conseil des gouverneurs.**

Comme on s'y attendait, la BCE a décidé ce mois de septembre de réduire légèrement ses achats d'obligations dans le cadre du PEPP, au quatrième trimestre, par rapport aux deuxième et troisième trimestres. Le montant des achats mensuels devrait être ramené de 80 à 70 milliards d'euros. Une réduction plus sévère, à hauteur de 20 milliards d'euros, semble peu probable car la BCE avait insisté sur l'importance de la hausse de 60 à 80 milliards d'euros au deuxième trimestre.

### Un simple recalibrage

La réduction des achats d'obligations décidée aujourd'hui est un simple recalibrage. La présidente de la BCE, Christine Lagarde, a souligné la légère amélioration des conditions de financement. Les rendements réels des obligations d'État ont par exemple sensiblement diminué depuis juin.

Selon Christine Lagarde, la question plus importante de la suite à donner au PEPP au-delà de mars 2022 ne sera débattue par la BCE qu'à l'occasion de la réunion de décembre. Nous sommes plus que jamais convaincus que la BCE assouplira alors davantage sa politique monétaire :

- Un important ralentissement de la croissance économique est attendu au quatrième trimestre, dans un contexte de nouvelle vague pandémique, de baisse de la croissance de l'important marché chinois pour les exportations et de persistance des goulets d'étranglement au niveau de l'offre. Ce ralentissement marqué n'a pas encore été pris en compte dans les prévisions de la BCE. Les nombreuses colombes du conseil des gouverneurs ne devraient pas laisser passer l'argument en faveur d'un nouvel assouplissement offert par ces données négatives non anticipées.

- La nouvelle prévision de la BCE concernant l'inflation en 2023 (le long terme étant au centre des préoccupations de la BCE) est de 1,5 %, c'est-à-dire bien en dessous de son objectif de 2 % (voir tableau), ce qui constitue un argument de plus pour les colombes.

- De nombreux membres du conseil de la BCE sont également soucieux de garantir de faibles rendements des obligations d'État et d'aider ainsi les ministres des finances des États très endettés. En mars, par exemple, la BCE a décidé d'augmenter ses achats d'obligations alors que le rendement pondéré en fonction du PIB des obligations d'État en euros à dix ans n'avait antérieurement augmenté que de 0,3 point de pourcentage.

### Perspective : prolongation du PEPP de six mois par la BCE

Nous nous attendons à ce que la BCE assouplisse davantage sa politique monétaire en décembre. Plusieurs options sont possibles. Dans un contexte de nouvelle vague pandémique, le plus probable est que le PEPP sera prolongé jusqu'à l'automne de 2022 et que son volume total augmentera encore de 250 milliards d'euros. De plus, la BCE pourrait aussi décider ultérieurement de cesser ses achats selon un montant fixe mensuel de 20 milliards d'euros d'obligations dans le cadre du programme APP (programme d'achats d'actifs) pour s'orienter vers un ajustement de ses volumes d'achat en fonction de l'évolution du marché. La BCE aurait ainsi la possibilité d'intervenir de façon plus souple, autre critère central pour cette institution.

**Tableau 1 : Légère hausse des projections de croissance et d'inflation réalisées par la BCE**

Projections de septembre réalisées par les experts de la BCE, avec entre parenthèses les projections de juin des services de l'Euro-système

	2021	2022	2023
<b>Croissance</b>	5,0 (4,6)	4,6 (4,7)	2,1 (2,1)
<b>Inflation</b>	2,2 (1,9)	1,7 (1,5)	1,5 (1,4)
<b>Taux d'inflation sous-jacente</b>	1,3 (1,1)	1,4 (1,3)	1,5 (1,4)

Source : BCE, recherche de Commerzbank

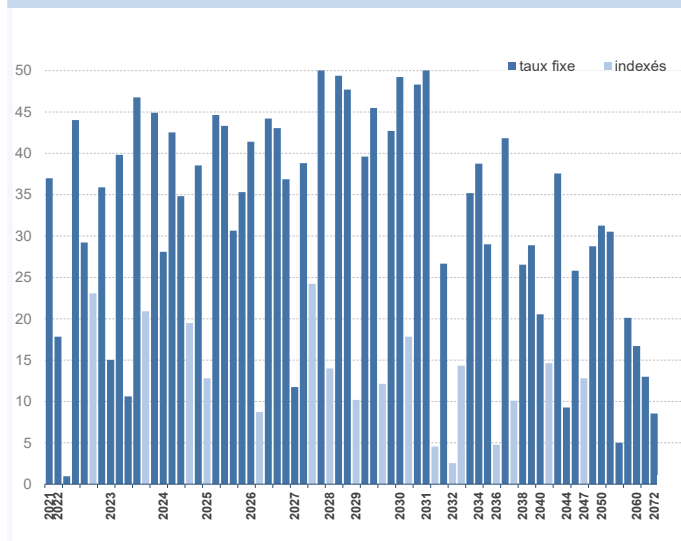
### CALENDRIER INDICATIF D'ADJUDICATION

		Court terme					Moyen terme	Long terme	Indexés
Octobre 2021	date d'adjudication	4	11	18	25	/	21	7	21
	date de règlement	6	13	20	27	/	25	11	25
Novembre 2021	date d'adjudication	2	8	15	22	29	18	4	18
	date de règlement	4	10	20	24	1/12	22	8	22

Source : Agence France Trésor

### DETTE NÉGOCIABLE À MOYEN ET LONG TERME DE L'ÉTAT AU 31 AOÛT 2021

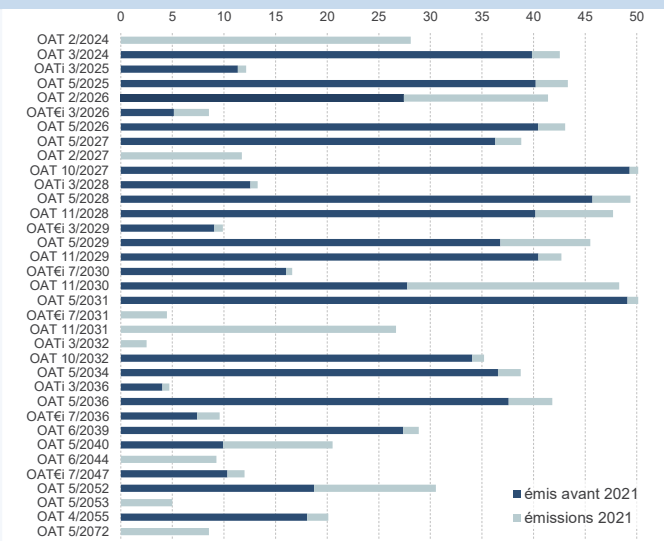
ENCOURS ACTUALISÉ PAR LIGNE, EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

### MOYEN ET LONG TERME : ÉMISSIONS DE L'ANNÉE ET CUMUL AU 31 AOÛT 2021

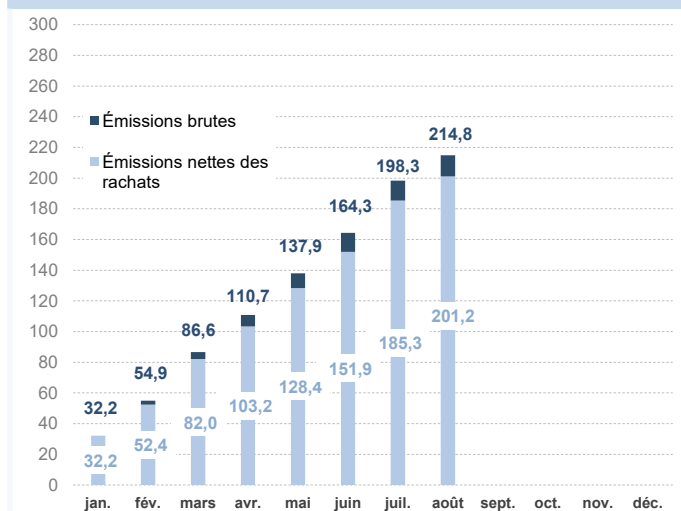
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

### ÉMISSIONS AU 31 AOÛT 2021

EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

### MOYEN ET LONG TERME : ÉCHÉANCIER PRÉVISIONNEL AU 31 AOÛT 2021

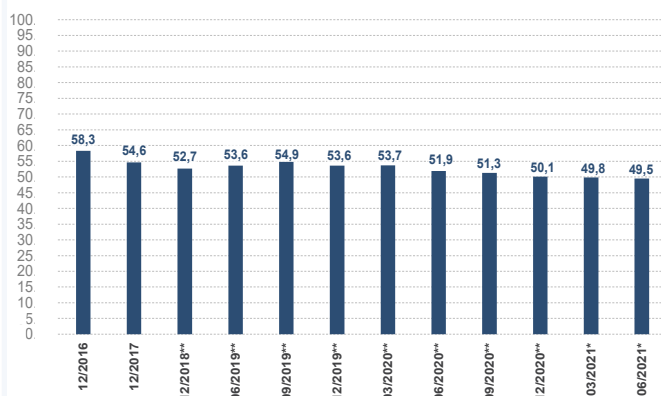
EN MILLIARDS D'EUROS

Mois	Intérêts	Amortissements
sept-21		
oct-21	10,3	37,0
nov-21	1,5	
déc-21		
janv-22		
févr-22		17,8
mars-22	0,1	
avr-22	10,6	45,0
mai-22	8,6	29,2
juin-22	0,6	
juil-22	2,5	23,3
août-22		

Source : Agence France Trésor

## DÉTENTION PAR LES NON-RÉSIDENTS DES TITRES DE LA DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT : 2<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2021

EN % DE LA DETTE NÉGOCIABLE EXPRIMÉE EN VALEUR DE MARCHÉ



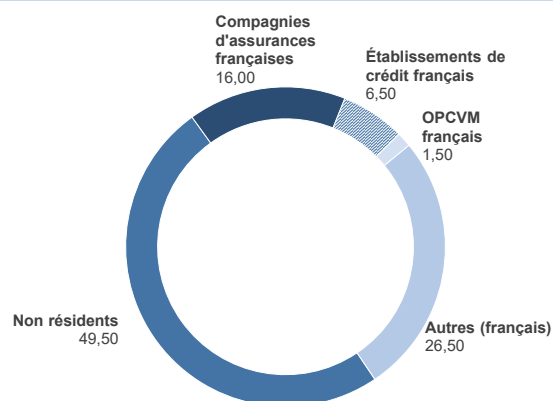
\* Chiffres établis avec les positions titres trimestrielles

\*\* Chiffres révisés avec la position titres du dernier rapport annuel

Source : Banque de France

## DÉTENTION DES TITRES DE LA DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT PAR GROUPE DE PORTEURS : 2<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2021

STRUCTURE EN % EXPRIMÉE EN VALEUR DE MARCHÉ



Source : Banque de France

## DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT AU 31 AOÛT 2021

EN EUROS

<b>Total dette à moyen terme et long terme</b>	<b>1 964 383 736 328</b>
Encours démembré	58 541 680 500
Durée de vie moyenne	9 ans et 36 jours
<b>Total dette à court terme</b>	<b>161 896 000 000</b>
Durée de vie moyenne	119 jours
<b>Encours total</b>	<b>2 126 279 736 328</b>
<b>Durée de vie moyenne</b>	<b>8 ans et 157 jours</b>

Source : Agence France Trésor

## DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT DEPUIS FIN 2018 AU 31 AOÛT 2021

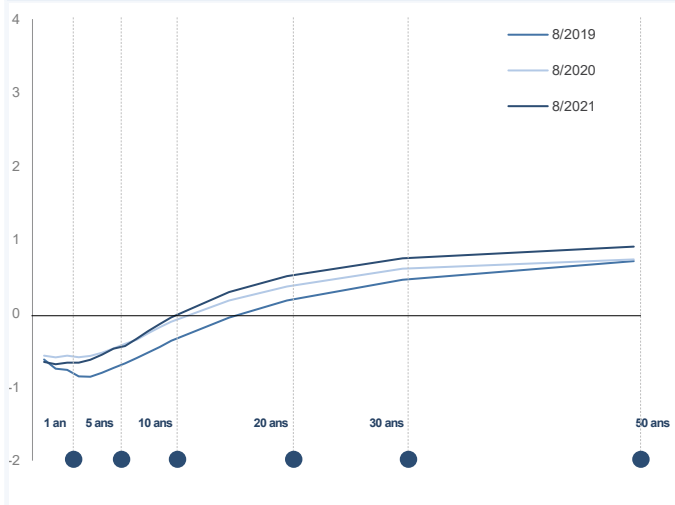
EN MILLIARDS D'EUROS

	Fin 2018	Fin 2019	Fin 2020	Fin juillet 2021	Fin août 2021
<b>Encours de la dette négociable</b>	<b>1 756</b>	<b>1 823</b>	<b>2 001</b>	<b>2 111</b>	<b>2 126</b>
<i>dont titres indexés</i>	220	226	220	225	227
<b>Moyen et Long Terme</b>	<b>1 644</b>	<b>1 716</b>	<b>1 839</b>	<b>1 948</b>	<b>1 964</b>
<b>Court Terme</b>	113	107	162	163	162
<b>Durée de vie moyenne de la dette négociable</b>					
	<b>7 ans</b>	<b>8 ans</b>	<b>8 ans</b>	<b>8 ans</b>	<b>8 ans</b>
	336 jours	63 jours	73 jours	187 jours	157 jours

Source : Agence France Trésor

### COURBE DES TAUX SUR TITRES D'ÉTAT FRANÇAIS

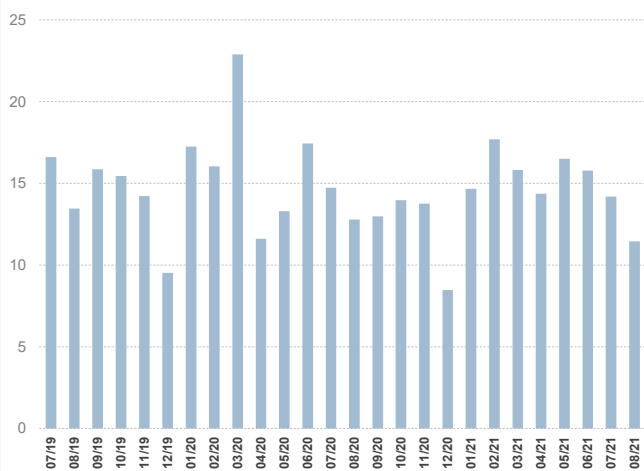
VALEUR EN FIN DE MOIS, EN %



Source : Bloomberg

### VOLUME MOYEN DES TRANSACTIONS QUOTIDIENNES SUR LES TITRES À MOYEN ET LONG TERME

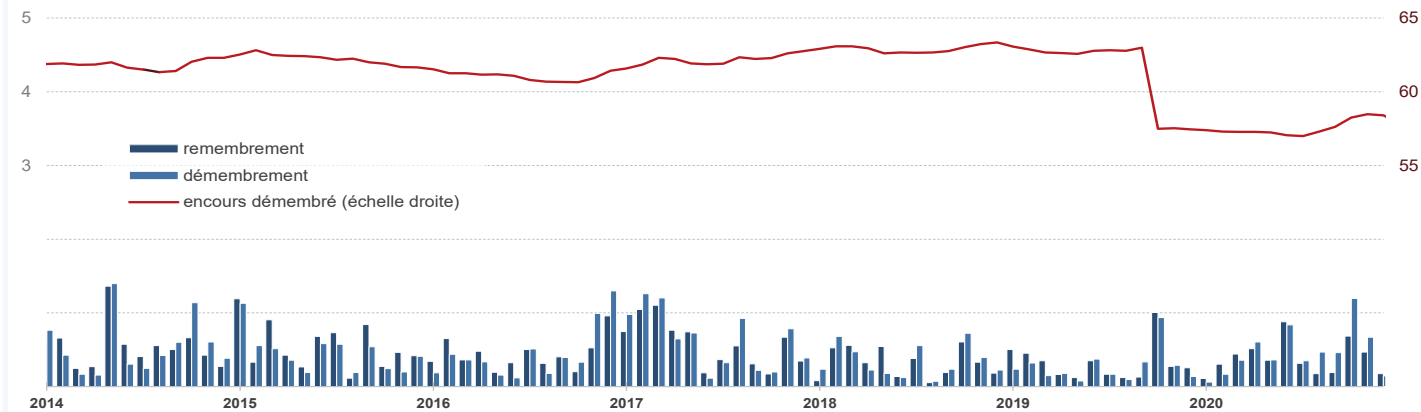
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : déclarations des SVT, hors flux réalisés dans le cadre du programme d'achats de titres du secteur public du système européen de l'Eurosystème

### MONTANT DES OPÉRATIONS DE DÉMEMBRÉMENT ET DE REMEMBREMENT

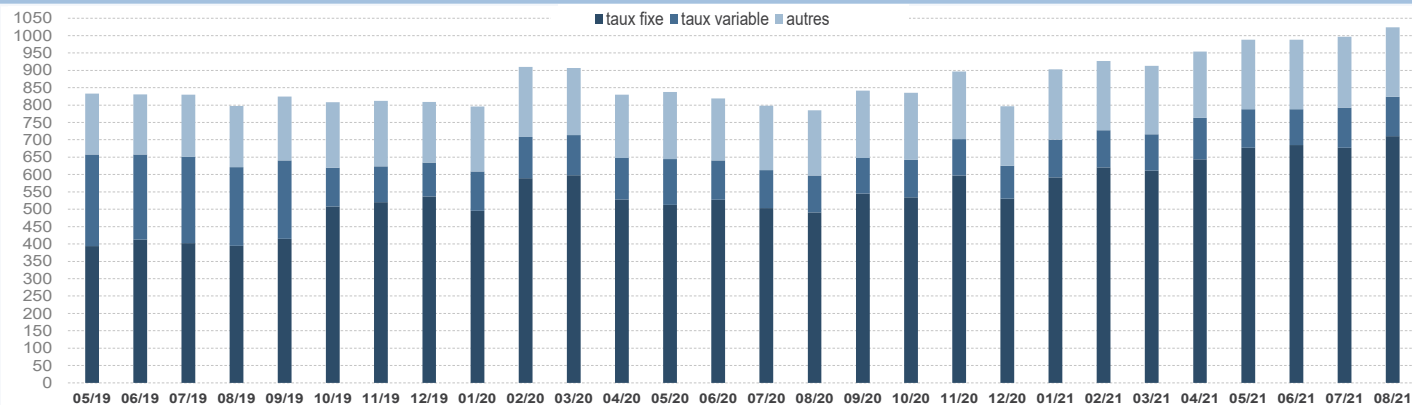
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Euroclear

### ENCOURS CUMULÉS DES PENSIONS DES SVT EN FIN DE MOIS

EN MILLIARDS D'EUROS



Source : déclarations des SVT

**DETTE À COURT TERME AU 31 AOÛT 2021**

Code ISIN	Échéance	Encours (€)
FR0126750720	BTF 1 septembre 2021	5 494 000 000
FR0126310301	BTF 8 septembre 2021	8 685 000 000
FR0126750738	BTF 15 septembre 2021	5 897 000 000
FR0126750746	BTF 22 septembre 2021	6 982 000 000
FR0126750753	BTF 29 septembre 2021	5 020 000 000
FR0126461682	BTF 6 octobre 2021	7 109 000 000
FR0126893470	BTF 13 octobre 2021	5 768 000 000
FR0126750761	BTF 20 octobre 2021	8 295 000 000
FR0126893488	BTF 27 octobre 2021	5 796 000 000
FR0126461690	BTF 4 novembre 2021	8 605 000 000
FR0126893496	BTF 10 novembre 2021	5 102 000 000
FR0126750779	BTF 17 novembre 2021	7 676 000 000
FR0126893504	BTF 24 novembre 2021	2 493 000 000
FR0126461708	BTF 1 décembre 2021	4 874 000 000
FR0126461815	BTF 15 décembre 2021	12 046 000 000
FR0126893538	BTF 12 janvier 2022	5 589 000 000
FR0126461823	BTF 26 janvier 2022	7 193 000 000
FR0126461831	BTF 23 février 2022	7 126 000 000
FR0126461849	BTF 23 mars 2022	8 522 000 000
FR0126750787	BTF 21 avril 2022	8 328 000 000
FR0126750795	BTF 18 mai 2022	9 057 000 000
FR0126750803	BTF 15 juin 2022	6 988 000 000
FR0126893561	BTF 13 juillet 2022	6 455 000 000
FR0126893579	BTF 10 août 2022	2 796 000 000

**DETTE À MOYEN ET LONG TERME (ÉCHÉANCES 2021 - 2024) AU 31 AOÛT 2021**

Code ISIN	Libellé	Encours (€)	Coeff. ind.	Encours nomi. (€)	Démembrés (€)	CAC*
<b>Échéance 2021</b>		<b>36 991 000 000</b>				
FR0011059088	OAT 3,25 % 25 octobre 2021	36 991 000 000			0	
<b>Échéance 2022</b>		<b>150 928 846 530</b>				
FR0013398583	OAT 0,00 % 25 février 2022	17 816 000 000			0	x
FR0000571044	OAT 8,25 % 25 avril 2022	960 939 990			0	
FR0011196856	OAT 3,00 % 25 avril 2022	44 008 000 000			137 509 300	
FR0013219177	OAT 0,00 % 25 mai 2022	29 214 000 000			0	x
FR0010899765	OAT€i 1,10 % 25 juillet 2022	23 052 906 540 (1)	1,16118	19 853 000 000	0	
FR0011337880	OAT 2,25 % 25 octobre 2022	35 877 000 000			0	
<b>Échéance 2023</b>		<b>178 018 330 623</b>				
FR0013479102	OAT 0,00 % 25 février 2023	15 020 000 000			0	x
FR0013283686	OAT 0,00 % 25 mars 2023	39 815 000 000			0	x
FR0000571085	OAT 8,50 % 25 avril 2023	10 606 195 903			5 326 365 200	
FR0011486067	OAT 1,75 % 25 mai 2023	46 748 000 000			0	x
FR0010585901	OATi 2,10 % 25 juillet 2023	20 911 134 720 (1)	1,15864	18 048 000 000	0	
FR0010466938	OAT 4,25 % 25 octobre 2023	44 918 000 000			453 985 000	
<b>Échéance 2024</b>		<b>163 460 941 410</b>				
FR0014001N46	OAT 0,00 % 25 février 2024	28 097 000 000			0	x
FR0013344751	OAT 0,00 % 25 mars 2024	42 533 000 000			0	x
FR0011619436	OAT 2,25 % 25 mai 2024	34 810 000 000			0	x
FR0011427848	OAT€i 0,25 % 25 juillet 2024	19 484 941 410 (1)	1,08739	17 919 000 000	0	x
FR0011962398	OAT 1,75 % 25 novembre 2024	38 536 000 000			42 000 000	x

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

\* Les certificats des titres créés après le 1er mars 2013 sont assortis de clauses d'action collectives (CAC) comme tous les titres obligataires de la zone euro, par conséquent non assimilables aux souches émises avant cette date.

**DETTE À MOYEN ET LONG TERME (ÉCHÉANCES 2025 ET PLUS) AU 31 AOÛT 2021**

Code ISIN	Libellé	Encours (€)	Coeff. ind.	Encours nomi. (€)	Démembrés (€)	CAC*
<b>Échéance 2025</b>		<b>166 732 748 538</b>				
FR0012558310	OATi 0,10 % 1 mars 2025	12 818 820 420 (1)	1,05609	12 138 000 000	0	x
FR0013415627	OAT 0,00 % 25 mars 2025	44 618 000 000			0	x
FR0012517027	OAT 0,50 % 25 mai 2025	43 331 000 000			0	x
FR0000571150	OAT 6,00 % 25 octobre 2025	30 653 928 118			2 814 064 400	
FR0012938116	OAT 1,00 % 25 novembre 2025	35 311 000 000			0	x
<b>Échéance 2026</b>		<b>174 251 413 160</b>				
FR0013508470	OAT 0,00 % 25 février 2026	41 396 000 000			0	x
FR0013519253	OAT€i 0,10 % 1 mars 2026	8 720 413 160 (1)	1,02017	8 548 000 000	0	x
FR0010916924	OAT 3,50 % 25 avril 2026	44 202 000 000			0	
FR0013131877	OAT 0,50 % 25 mai 2026	43 058 000 000			0	x
FR0013200813	OAT 0,25 % 25 novembre 2026	36 875 000 000			0	x
<b>Échéance 2027</b>		<b>126 455 388 000</b>				
FR0014003513	OAT 0,00 % 25 février 2027	11 741 000 000			0	x
FR0013250560	OAT 1,00 % 25 mai 2027	38 814 000 000			0	x
FR0011008705	OAT€i 1,85 % 25 juillet 2027	24 213 388 000 (1)	1,14430	21 160 000 000	0	
FR0011317783	OAT 2,75 % 25 octobre 2027	51 687 000 000			62 743 600	
<b>Échéance 2028</b>		<b>111 124 628 407</b>				
FR0013238268	OATi 0,10 % 1 mars 2028	13 996 230 750 (1)	1,05433	13 275 000 000	0	x
FR0000571226	OAT zéro coupon 28 mars 2028	31 397 657 (2)		46 232 603	-	
FR0013286192	OAT 0,75 % 25 mai 2028	49 380 000 000			0	x
FR0013341682	OAT 0,75 % 25 novembre 2028	47 717 000 000			0	x
<b>Échéance 2029</b>		<b>150 138 660 100</b>				
FR0013410552	OAT€i 0,10 % 1 mars 2029	10 196 582 190 (1)	1,03027	9 897 000 000	0	x
FR0000571218	OAT 5,50 % 25 avril 2029	39 618 880 458			2 274 946 100	
FR0013407236	OAT 0,50 % 25 mai 2029	45 491 000 000			0	x
FR0000186413	OATi 3,40 % 25 juillet 2029	12 132 197 452 (1)	1,32085	9 185 144 000	0	
FR0013451507	OAT 0,00 % 25 novembre 2029	42 700 000 000			0	x
<b>Échéance 2030</b>		<b>115 375 726 460</b>				
FR0011883966	OAT 2,50 % 25 mai 2030	49 233 000 000			0	x
FR0011982776	OAT€i 0,70 % 25 juillet 2030	17 832 726 460 (1)	1,07342	16 613 000 000	0	x
FR0013516549	OAT 0,00 % 25 novembre 2030	48 310 000 000			0	x
<b>Échéance 2031</b>		<b>84 497 005 000</b>				
FR0012993103	OAT 1,50 % 25 mai 2031	53 267 000 000			58 900 000	x
FR0014001N38	OAT€i 0,10 % 25 juillet 2031	4 557 005 000 (1)	1,02175	4 460 000 000	0	x
FR0014002WK3	OAT 0,00 % 25 novembre 2031	26 673 000 000			0	x
<b>Échéances 2032 et plus</b>		<b>506 409 048 100</b>				
FR0014003N51	OATi 0,10 % 1 mars 2032	2 530 235 070 (1)	1,01331	2 497 000 000	0	x
FR0000188799	OAT€i 3,15 % 25 juillet 2032	14 314 435 200 (1)	1,32345	10 816 000 000	0	
FR0000187635	OAT 5,75 % 25 octobre 2032	35 192 322 600			10 597 157 400	
FR0013313582	OAT 1,25 % 25 mai 2034	38 746 000 000			0	x
FR0010070060	OAT 4,75 % 25 avril 2035	29 004 000 000			3 366 737 000	
FR0013524014	OATi 0,10 % 1 mars 2036	4 758 984 000 (1)	1,01040	4 710 000 000	0	x
FR0013154044	OAT 1,25 % 25 mai 2036	41 823 000 000			100 000	x
FR0013327491	OAT€i 0,10 % 25 juillet 2036	10 078 933 050 (1)	1,05285	9 573 000 000	0	x
FR0010371401	OAT 4,00 % 25 octobre 2038	26 534 000 000			4 654 641 400	
FR0013234333	OAT 1,75 % 25 juin 2039	28 874 000 000			0	x
FR0013515806	OAT 0,50 % 25 mai 2040	20 536 000 000			0	x
FR0010447367	OAT€i 1,80 % 25 juillet 2040	14 646 305 180 (1)	1,22594	11 947 000 000	0	
FR0010773192	OAT 4,50 % 25 avril 2041	37 558 000 000			5 533 899 000	
FR0014002JM6	OAT 0,50 % 25 juin 2044	9 280 000 000			0	x
FR0011461037	OAT 3,25 % 25 mai 2045	25 824 000 000			765 510 000	x
FR0013209871	OAT€i 0,10 % 25 juillet 2047	12 798 833 000 (1)	1,06835	11 980 000 000	0	x
FR0013257524	OAT 2,00 % 25 mai 2048	28 759 000 000			625 900 000	x
FR0013404969	OAT 1,50 % 25 mai 2050	31 274 000 000			146 300 000	x
FR0013480613	OAT 0,75 % 25 mai 2052	30 529 000 000			426 100 000	x
FR0014004J31	OAT 0,75 % 25 mai 2053	5 000 000 000			0	x
FR0010171975	OAT 4,00 % 25 avril 2055	20 118 000 000			11 213 818 000	
FR0010870956	OAT 4,00 % 25 avril 2060	16 696 000 000			8 799 404 100	
FR0013154028	OAT 1,75 % 25 mai 2066	12 997 000 000			1 211 200 000	x
FR0014001NN8	OAT 0,50 % 25 mai 2072	8 537 000 000			30 400 000	x

[1] valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

[2] valeur actualisée au 28 mars 2021; non offerte à la souscription

\* Les certificats des titres créés après le 1er mars 2013 sont assortis de clauses d'action collectives (CAC) comme tous les titres obligataires de la zone euro, par conséquent non assimilables aux souches émises avant cette date.

### DERNIERS INDICATEURS CONJONCTURELS

Production industrielle, glissement annuel	10,1 %	07/2021
Consommation des ménages*, glissement annuel	-5,8 %	08/2021
Taux de chômage (BIT)	8,0 %	T2-2021
Prix à la consommation, glissement annuel		
• ensemble	1,9 %	08/2021
• ensemble hors tabac	1,8 %	08/2021
Solde commercial, fab-fab, cvs	-7,0 Md€	07/2021
" "	-6,1 Md€	06/2021
Solde des transactions courantes, cvs	-3,5 Md€	07/2021
" "	-0,9 Md€	06/2021
Taux de l'échéance constante 10 ans (TEC10)	0,11 %	30/9/2021
Taux d'intérêt à 3 mois (Euribor)	-0,54 %	30/9/2021
Euro / dollar	1,17	30/9/2021
Euro / yen	129,84	30/9/2021

\* produits manufacturés  
Sources : Insee, Minefi, Banque de France

### SITUATION MENSUELLE DU BUDGET DE L'ÉTAT

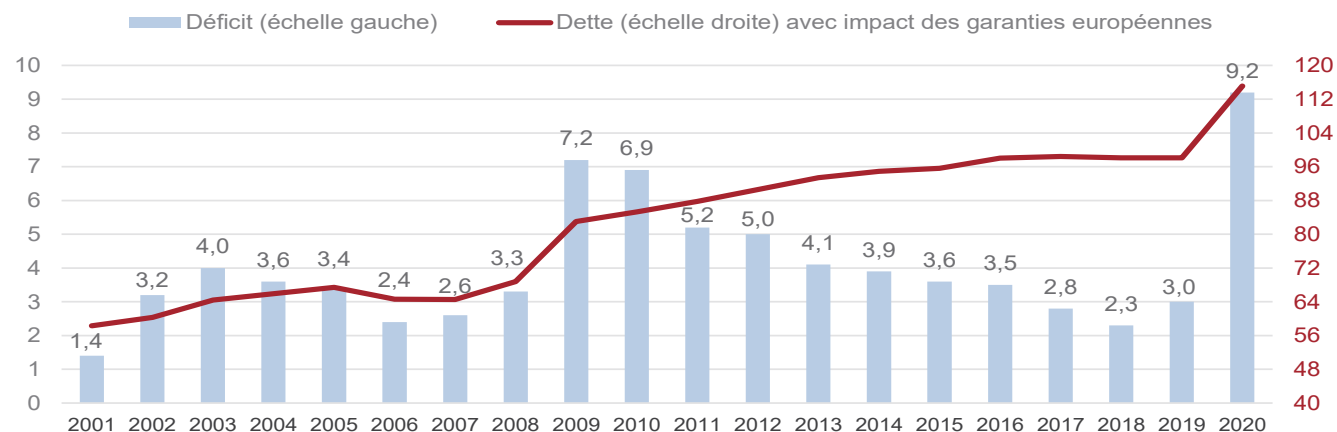
EN MILLIARDS D'EUROS

	2019	2020	niveau à la fin juillet		
			2019	2020	2021
Solde du budget général	-96,91	-172,68	-84,76	-120,05	-148,51
Recettes	301,07	282,69	159,24	149,25	156,02
Dépenses	397,98	455,37	243,99	269,30	304,52
Solde des comptes spéciaux du Trésor	4,06	-5,42	-24,99	-30,99	-18,13
Solde général d'exécution	-92,69	-178,10	-109,74	-151,04	-166,64

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance

### FINANCES PUBLIQUES : DÉFICIT ET DETTE

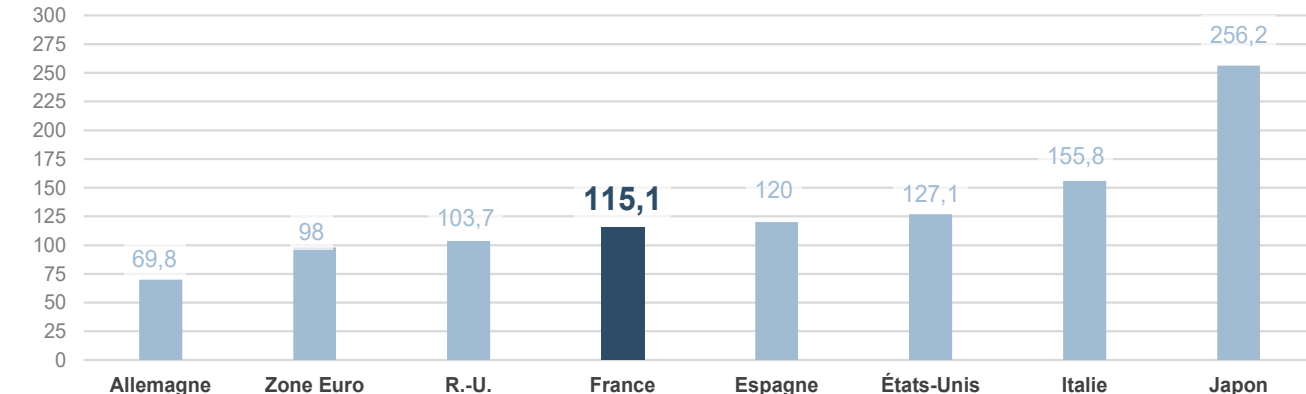
EN % DU PIB



Source : Insee

### DETTE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES EN 2020

EN % DU PIB



Sources : Eurostat, FMI, Insee



OCTOBRE 2021 

<b>5</b> Indice de la production industrielle en août	<b>7</b> Balance des paiements en août	<b>7</b> Commerce extérieur en valeur en août	<b>15</b> Indice des prix à la consommation en septembre - résultats définitifs	<b>15</b> Réserves nettes de change en septembre	<b>20</b> 20 Inflation (IPCH) : indice de septembre
<b>21</b> Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie en octobre	<b>27</b> Indices des prix de production et d'importation de l'industrie en septembre 2021	<b>27</b> Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages en octobre 2021	<b>29</b> Comptes nationaux trimestriels : première estimation T3 2021	<b>29</b> Dépenses de consommation des ménages en biens en septembre	<b>29</b> Indice des prix à la consommation en août - résultats provisoires

NOVEMBRE 2021 

<b>5</b> Indice de la production industrielle en septembre	<b>5</b> Estimation flash de l'emploi salarié - T3 2021	<b>5</b> Réserves officielles de change en octobre	<b>8</b> Balance des paiements en septembre	<b>9</b> Réserves nettes de change en octobre	<b>15</b> Indice des prix à la consommation en octobre
<b>16</b> Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie en novembre	<b>17</b> Inflation (IPCH) : indice d'octobre	<b>24</b> Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages en novembre	<b>26</b> Indice des prix à la consommation - résultats provisoires en novembre	<b>30</b> Indices de prix de production et d'importation de l'industrie en octobre	
		<b>30</b> Comptes nationaux trimestriels - résultats détaillés - T3 2021	<b>30</b> Dépenses de consommation des ménages en biens en octobre		

Sources : Insee, Eurostat

Directeur de publication : Cyril Rousseau  
Rédaction : Agence France Trésor  
Disponible en français, anglais et également en arabe, chinois, espagnol, japonais et russe sur demande

[www.aft.gouv.fr](http://www.aft.gouv.fr)

Bloomberg : TREX<GO> • REUTERS : <TRESOR> • in

Cette publication, propriété exclusive de l'AFT, est protégée, dans toutes ses composantes, par les dispositions du code de la propriété intellectuelle, notamment celles relatives aux droits d'auteur. Toute reproduction des contenus, intégrale ou partielle, par quelque moyen que ce soit, non autorisée par l'Agence, est strictement interdite. En conséquence, toute reproduction des contenus de l'œuvre, exclusivement limitée à des fins non commerciales, devra dans tous les cas obtenir l'autorisation du titulaire des droits. La demande d'autorisation devra être exercée auprès du directeur de la publication, par courriel, à l'adresse suivante : « [contact@aft.gouv.fr](mailto:contact@aft.gouv.fr) ».

Les réutilisations devront indiquer la source et la date de la reproduction, assorties du symbole « © Agence France Trésor ».



AGENCE  
FRANCE TRÉSOR